

SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE
CGT, CFDT, et SUD

Déclaration action régionale
CTP activité du 3 juillet 2007

Le Rapport d'Activités, en reproduisant un plan contraint par la LOLF (découpage en 5 « actions »), est logiquement amené à occulter son action régionale, puisque le choix de départ de la direction pour construire le cadre de la LOLF était précisément de « cacher » l'action régionale dans l'ensemble des activités de l'Insee.

C'est ainsi que l'on trouve des allusions à de l'information locale (ce qui n'est pas forcément de l'action régionale) dans l'**infrastructure statistique** (indice des prix à la consommation, entrepôt de données locales (EDL)), dans l'**information sur les entreprises et les synthèses économiques** (CLAP, Enquêtes économiques régionales), dans l'**information démographique et sociales** (« niveaux de vie localisés », données statistiques finement localisées, BPE (base permanente des équipements), « enquêtes régionales auprès des ménages »). Des informations sur l'investissement d'études, les études et synthèses sont disséminées dans les actions 2 et 3. Sur ce dernier point, il est dommage que ne figure pas dans le Rapport d'Activité 2006, la version (même provisoire) de ce volet de l'action régionale en 2006 qui a été présentée lors de la réunion des chefs de SED en juin 2007. Or, rien n'est mentionné sur les contraintes budgétaires lourdes qui en limitent la portée et le nombre.

Au delà, l'évolution des **effectifs des SED** est alarmante : 957 personnes au 1/1/2007, soit une décroissance de 109 par rapport au point haut du 1/1/2005 (-10% en deux ans). La dernière année (2006) a été particulièrement « saignante » pour les SED : 56 agents en moins, soit 5.5% de perte en un an. Nous rappelons que le Moyen-Terme de l'action régionale Insee avait été calibré à **-150 agents des SED en 2010** (par rapport au niveau en 2005, soit un recul de 16%). Tout se passe donc comme si l'on avait fait plus de la moitié du chemin prévu, ce qui ne signifie pas que l'on ralentira désormais le rythme !

Au total, **concernant l'action régionale de l'Insee**, nous sommes scandalisés par le peu de visibilité, par les reculs importants quant aux moyens humains qui y sont consacrés, qui engendrent une inquiétude, en particulier pour les DR les plus petites et les plus fragiles.

A l'avenir, une présentation du Rapport d'Activités qui identifie davantage les priorités de la direction DDAR, les moyens nécessaires, les réussites et les difficultés de l'Insee dans ce champ de son activité permettrait un vrai examen contradictoire.

C'est d'autant plus indispensable que, par ailleurs, le CNIS n'est pas organisé pour assurer la remontée au niveau national de besoins régionaux et locaux en très forte évolution (décentralisation...) et que les relais régionaux de concertation, lorsqu'ils existent (CRIES), n'ont pas assez de visibilité nationale ; a fortiori lorsqu'ils n'existent pas !